

Une reprise réelle ou fictive ?

Dans une période pré-électorale, les indicateurs économiques ont toujours été l'objet de polémiques. Les commentateurs focalisent leur attention sur l'évolution de quelques données macro-économiques sans en étudier les causes de leurs variations.

Les responsables politiques veulent à tout prix montrer que leur action a permis le redressement de l'économie. La majorité au pouvoir assure que sa politique, quelle qu'aient été ses résultats, va assurer la croissance du PIB, la réduction du chômage, en un mot la prospérité du pays. Bien évidemment, les oppositions présentent des solutions différentes, ou simplement des variantes de la politique menée par l'équipe sortante.

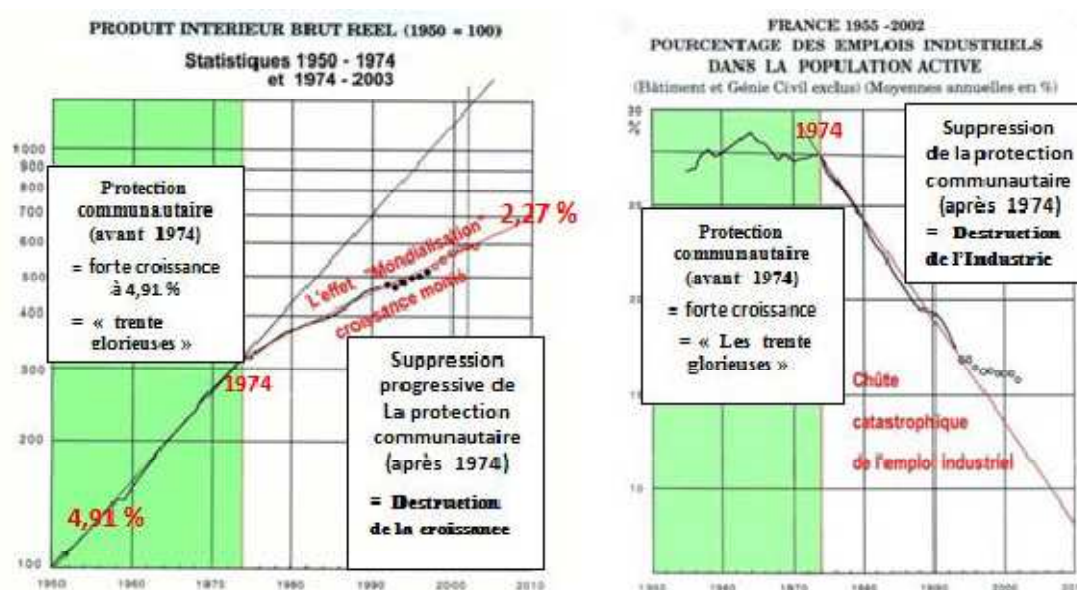
En fin de compte, une forme de politiquement correct s'impose au nom d'une mondialisation irréversible à laquelle les nations devraient se soumettre aveuglément. Pourquoi ne pas chercher, en appliquant les résultats de la science économique, à élaborer une politique économique nationale ? Pourquoi les états devraient se résigner à l'impuissance alors que la science économique met à leur disposition les outils permettant de prendre les bonnes décisions ?

Les outils théoriques :

Maurice Allais, fidèle à sa notion d'évidence empirique, avait décrit dès 1999 les premiers effets de la mondialisation. Aujourd'hui, le modèle Oméga -Allais permet d'expliquer ses intuitions.

La cassure de 1974 :

Sur les données de 1955 à 1993, Maurice Allais explicitait l'effet sur le Produit Intérieur Brut et l'emploi industriel de la cassure de 1974.

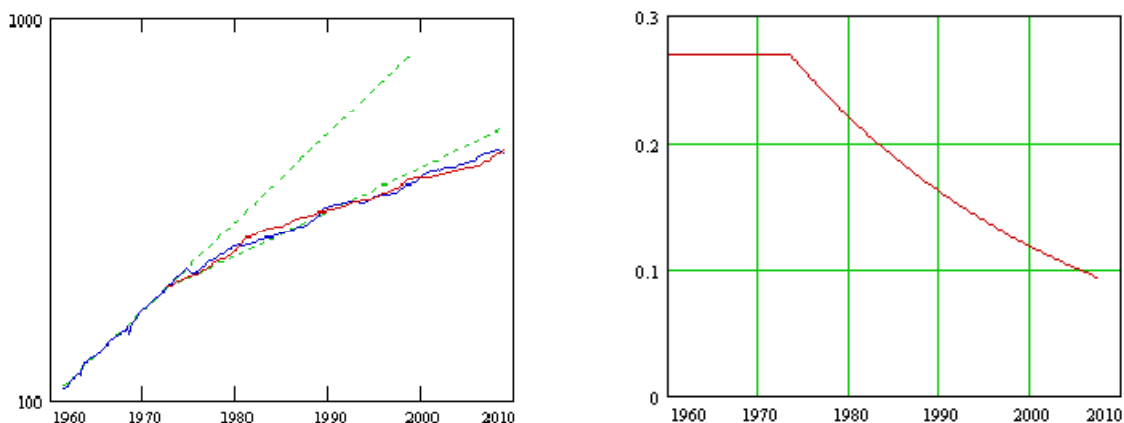


Sources : INSEE, 1950-1991, *Extraits et Tableaux des comptes de la Nation*, 1992, page 29

Figure 1 :

Ainsi, le taux de croissance français avait été divisé par deux en 1974, bien que notre indépendance monétaire ait laissé aux gouvernants des moyens d'action économique (création monétaire et dévaluation) qu'ils n'ont plus aujourd'hui.

Le modèle Oméga-Allais permet de décrire l'effet des désinvestissements résultant des événements de 1968, et d'en déterminer avec précision les conséquences à long terme :



Produit intérieur brut:

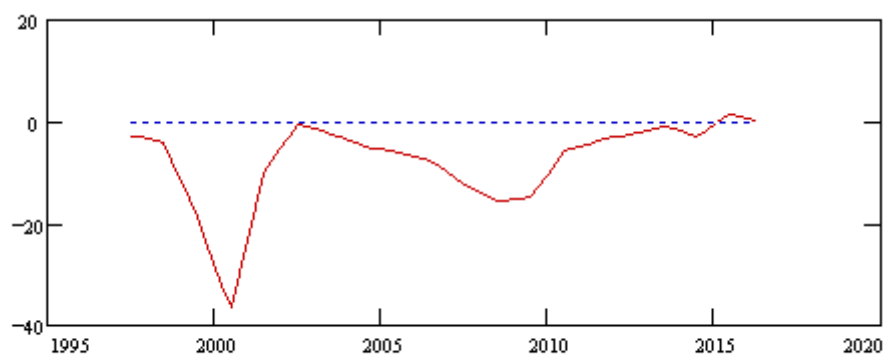
Emploi industriel:

Figure 2:

Par ailleurs, le modèle démontre que cette cassure de 1974 est directement liée aux événements de mai 1968. Celle-ci apparaît clairement comme la conséquence à long terme d'un premier désinvestissement, lié à l'arrêt temporaire de l'industrie et aux accords de grenelle, dont les effets sur le PIB n'ont été perceptibles que six ans plus tard.

La cassure de 2007 :

Maurice Allais, européen convaincu, avait critiqué dès 1992 les « Erreurs et impasses de la construction Européenne ». Les conséquences, parfaitement prévisibles, de ces erreurs ont conduit aux difficultés actuelles. La libéralisation non préparée des transferts de capitaux a conduit à un désinvestissement en France dont les effets étaient tout autant prévisibles.



Désinvestissement trimestriel en France depuis 1997(estimé par interpolation avant 2012).

Figure 3:

En 2013, un calcul prenant en compte un désinvestissement unique de 110 M€ effectué en 2000 conduisait aux valeurs de PIB observées. Les résultats ont été présentés fin 2013 lors d'une conférence de presse à la Maison de l'Amérique Latine.

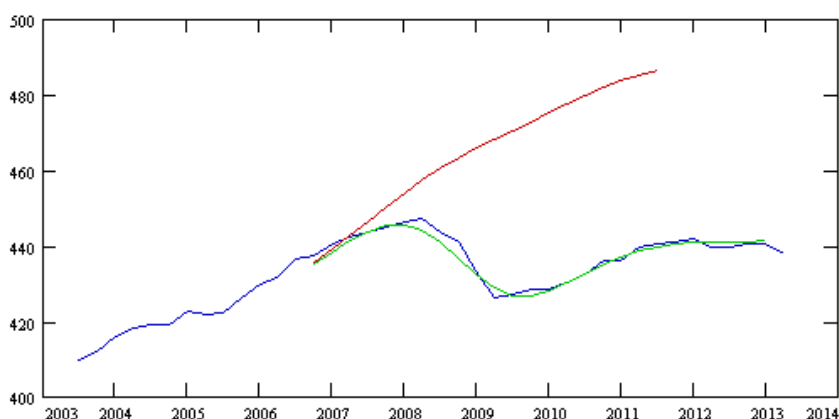


Figure 4 : Prédiction de 2007 à 20013.

Ce test valide parfaitement le fonctionnement du prédicteur Oméga-Allais qui fournit d'excellentes prévisions à cinq ans. Nous constatons que sur les données de 2007, le modèle prédit très précisément les valeurs de PIB qui seront effectivement observées.

Comme pour la cassure de 1974, ce fait montre que la cause principale de cette crise est la libéralisation des mouvements de capitaux, et non les effets de fluctuations économiques mondiales.

Les limites d'une prédiction :

Les prévisions faites par le modèle supposent implicitement que l'influence des événements monétaire extérieurs sur l'économie a été prise en compte. En effet, au cours de cette période, le déficit de la balance commerciale a été compensé par l'accroissement de la dette publique et la vente de biens du patrimoine national. De même, la mondialisation a permis aux entreprises de faire face à leurs besoins financiers grâce à des investisseurs étrangers, donc en fait de nouvelles dettes. Toutefois, l'accumulation de ces dettes n'a pas donné lieu à une crise ouverte.

Une logique comptable qui considère la vente du patrimoine comme une ressource, sans faire de différence entre une gestion rigoureuse et l'abandon d'un patrimoine stratégique dont les conséquences n'apparaîtront qu'à long terme, a masqué temporairement les conséquences de nombreux renoncements.

Le poids de ce que Maurice Allais appelait « les rentes de situation » est donc encore peu visible, mais ne peut que s'alourdir à terme. Maintenant, nous ne dépendons plus de l'étranger que pour notre approvisionnement en matières premières, en particulier en pétrole, mais aussi en technologies que nous ne maîtrisons plus et en capitaux dont nos entreprises ont besoin. Le répit lié à la baisse du prix du pétrole et au coût du crédit sera de courte durée...

Le modèle Oméga-Allais permet de déterminer l'effet à long terme d'une incitation à investir. De même, il permet de chiffrer l'effet quasi immédiat d'une distribution de revenu, fruit supposé de la croissance... L'analyse de la réponse transitoire du modèle montre que, faute de pouvoir utiliser

les leviers auquel notre pays a choisi de renoncer (en particulier la dévaluation, la création monétaire par la Banque de France, les droits de douane...), les différentes incitations gouvernementales ne peuvent avoir d'effet à long terme notable.

Des prévisions fiables à cinq ans ?

Le prédicteur Oméga-Allais a été construit sur une modélisation réaliste du comportement des acteurs économiques : entrepreneurs et consommateurs. L'exemple des crises (1974 et 2007) a validé l'existence d'un délai de six ans entre les décisions des entrepreneurs et les variations du PIB. En effet, la croissance n'a été réduite que six ans après les désinvestissements important qui en ont été la cause. Il n'y a donc pas de raison de penser que ce modèle ne puisse prédire l'évolution à cinq ans de l'économie, en l'absence de crise monétaire majeure susceptible de paralyser le pays.

En 2015, nous avons donc refait de nouvelles prévisions sur la base des séries économiques mises à jour. La courbe verte correspond aux valeurs de PIB publiées fin 2015 par l'INSEE.

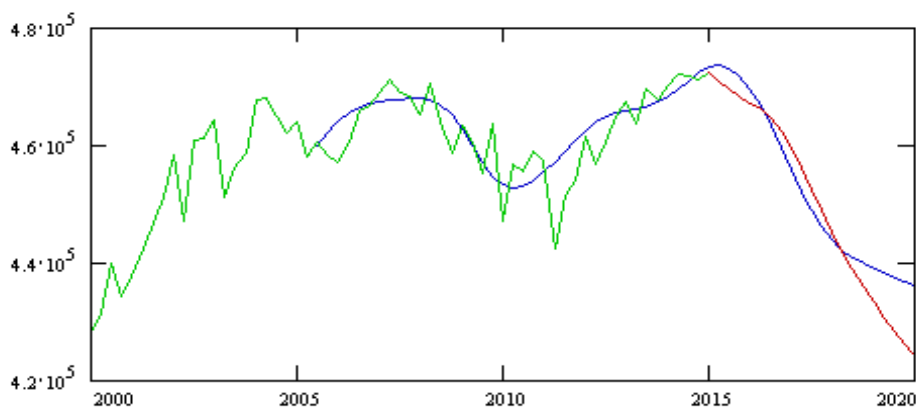


Figure 5 : Prévisions fin 2014.

La courbe bleue correspond aux prévisions faites depuis 2005, en tenant compte des désinvestissements en France comptabilisés par la Banque de France. La courbe rouge correspond à une prévision brute faite à partir de 2015, sans tenir compte des désinvestissements passés.

Ces deux prévisions sont très voisines. En effet, quinze ans après la libéralisation des transferts de capitaux au sein de l'UE, les effets du choc économique que cette décision a produit en France sont largement amortis. Il n'est donc plus strictement nécessaire de prendre en compte, dans l'initialisation du prédicteur les valeurs du désinvestissement observé actuellement par la Banque de France.

Les conditions d'une bonne prédiction :

Les exemples précédents ont montré que l'évolution à cinq ans de notre économie a été prévisible des années 60 à nos jours, en ne faisant intervenir que de rares événements perturbateurs : mai 1968, la libéralisation des transferts de capitaux en l'an 2000. Les crises moins violentes dont parlent les commentateurs ne sont souvent que des fluctuations naturelles d'une activité économique largement prévisible. Seuls les événements majeurs, liés au contexte international ou à des événements politiques graves, ont une réelle influence sur l'économie.

En effet, des événements comme la crise de 1929, qui a conduit Maurice Allais à s'intéresser à l'économie, ou des guerres peuvent conduire à de véritables ruptures des équilibres économiques dont les conséquences restent imprévisibles. Dans notre pays, la crise de 1968 ou la construction européenne ont eu des conséquences moins dramatiques, mais très importantes à long terme.

Une bonne connaissance du passé:

Une bonne connaissance de l'évolution passée de l'économie est indispensable à l'établissement de prévisions à long terme. Le prédicteur Oméga-Allais permet de mettre en évidence cette nécessité.

Considérons un prédicteur initialement dans un état stable. Excitons-le par une perturbation externe au temps $t = 0$. Observons son évolution naturelle au cours du temps. Faisons ensuite une série de prévisions à partir des instants t_1, t_2, t_3, \dots . Le prédicteur extrapole alors la suite des valeurs observées au-delà des temps t_1, t_2, t_3, \dots

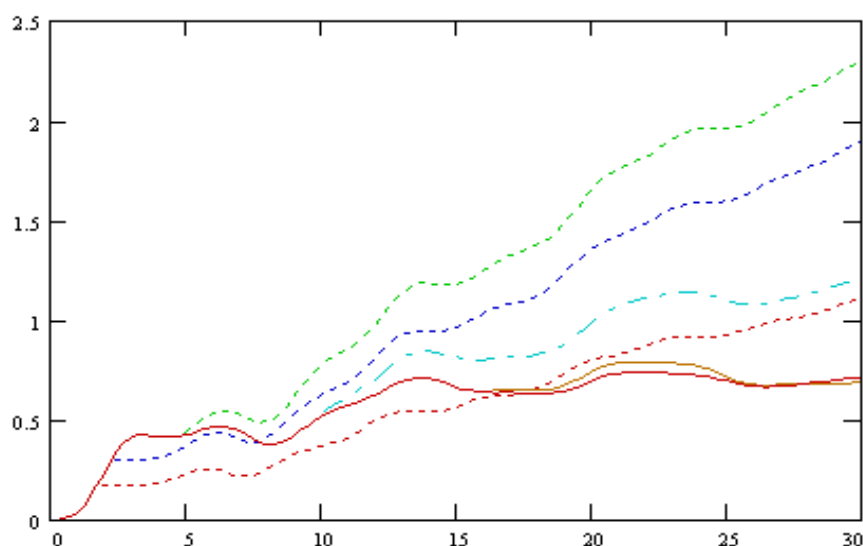


Figure 6 : Effets transitoires des chocs externes.

Les courbes de la figure 6 correspondent à l'évolution d'une variable interne du système économique (par exemple le PIB) et aux prédictions associées. La courbe rouge en trait plein correspond à l'évolution du système. C'est la série économique à prévoir.

Au cours du temps, le prédicteur prend en compte les valeurs économiques disponibles les plus récentes. Les courbes en pointillé correspondent aux prévisions économiques successives faites par le prédicteur aux temps 2, 3, 5, 10 et 15, sans tenir compte de la perturbation initiale du système économique (courbes pointillées rouge, bleue, verte, cyan et marron).

Nous constatons que les prédictions ne deviennent précises que 15 ans après la fin de la perturbation initiale du système économique. L'évolution de l'économie dépend donc des perturbations passées dont l'identification au cours des quinze dernières années est indispensable.

La nécessaire stabilité des agrégats statistiques:

D'autre part, il est essentiel que les séries économiques soient cohérentes dans le temps, c'est-à-dire que les agrégats statistiques ne soient pas modifiés au cours de la quinzaine d'années précédant le début de la période à prédire. Si tel n'est pas le cas, la qualité des prédictions est très dégradée.

Naturellement, les organismes officiels affinent constamment leurs outils. Les bases statistiques sont régulièrement modifiées pour tenir compte de l'évolution de la société. Des changements de base ont donc lieu régulièrement, actuellement tous les 5 ans (1995, 2000, 2005, 2010).

Les dernières bases statistiques retenues par l'INSEE ont été modifiées conformément à une directive Européenne. Ces modifications ont été introduites progressivement de façon à assurer la continuité apparente des séries statistiques. La figure 7 présente les deux dernières séries de valeurs du PIB en bases 2005 et 2010.

Curieusement, ces deux courbes diffèrent dans deux périodes distinctes. Dans les années 50, ce qui n'a pas d'importance réelle. Pour la période postérieure à 2005, ce qui est préoccupant car les séries sont fortement différentes en base 2005 et en base 2010.

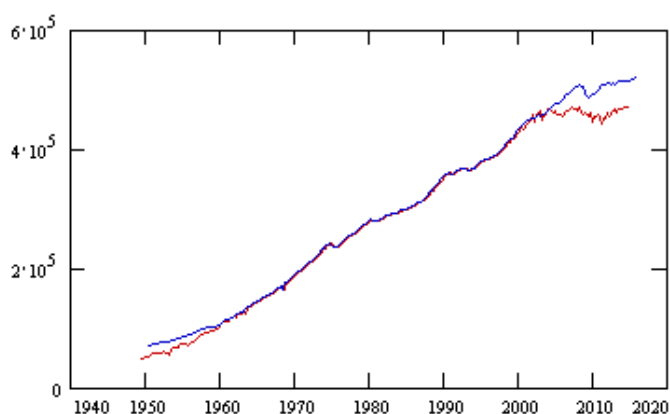


Figure 7 : statistiques du PIB : courbe rouge : base 2005, courbe bleue : base 2010.

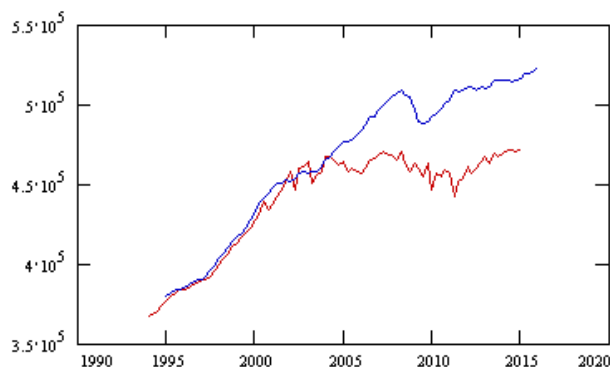


Figure 8 : Détail des valeurs de 1995 à 2015.

Il y a là une anomalie qui doit être expliquée. En effet, l'INSEE explique la variation du PIB entre ces deux séries numérique par l'introduction progressive des nouveaux agrégats.

Selon l'INSEE, le changement de base a conduit à reconstruire l'ensemble des comptes trimestriels, c'est-à-dire à ré-estimer tous les modèles à partir des comptes annuels et des indicateurs conjoncturels, sur l'ensemble de la période 1980-2013.

En base 2010, l'Insee comptabilise en investissement les sommes que les agents économiques (entreprises privées, mais aussi organismes publics) dépensent pour la R&D. Traiter en investissement les dépenses de R&D permettrait de mieux rendre compte du poids de plus en plus important des actifs tirés de la propriété intellectuelle dans l'économie d'aujourd'hui.

La base 2010 se caractérise par des innovations importantes sur le plan conceptuel dans les comptes non financiers :

- Une définition élargie des actifs et de l'investissement,
- Les échanges internationaux sont comptés différemment (un produit n'étant pas passé physiquement sur le territoire national peut être comptabilisé comme importé puis exporté).

En fin de compte, l'INSEE prend en compte la financiarisation croissante de l'économie. Cependant, la différence entre les deux séries, qui reste à expliquer, est beaucoup plus grande que les 3,2% annoncés.

Les effets de la politique monétaire:

Des événements monétaires importants ont lieu ces derniers temps :

- La baisse du prix du pétrole et de l'Euro,
- La réduction historique de coût de crédit aux Etats Unis puis en Europe.

Ces décisions correspondent à des objectifs conjoncturels, liés à l'évolution des échanges mondiaux et aux politiques des différents intervenants. Elles tiennent compte également à des échéances électorales françaises et européennes.

Ces changements ont eu sur l'économie française des effets incontestables :

- Une réduction du déficit de la balance commerciale,
- Une réduction du coût des dettes de l'état et des entreprises,
- Une relance de la construction et de la consommation.

Ces évolutions monétaires liées à l'évolution de l'économie mondiale expliquent la croissance récente du PIB. La réduction de toutes ces dépenses conduit mécaniquement à une hausse de la demande intérieure, donc du PIB.

La France va donc mieux puisque ses dettes lui coûtent moins cher, mais cela ne signifie pas que l'économie française aille mieux ! Pour étudier l'évolution du système économique, est donc indispensable de séparer les tendances à long terme propres au système économique des effets quasi-immédiats des fluctuations monétaires mondiales.

Quelles prévisions faire fin 2015 ?

Nous pouvons maintenant mettre à jour les prévisions faites fin 2014. Les résultats sont les suivants :

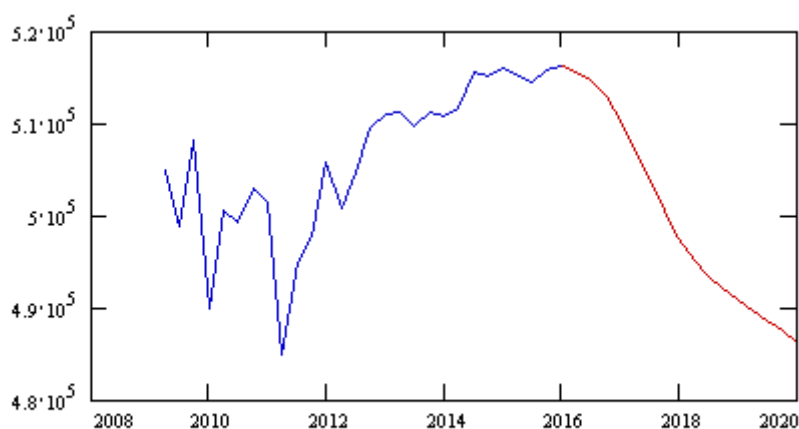


Figure 9 : Prévisions fin 2015.

Ces deux prévisions sont évidemment très voisines. Elles ne peuvent être directement superposées en raison de nombreuses modifications de détail entre les séries statistiques :

- Les montants ne sont plus en euros 2005 mais en euros 2010,
- La série de valeurs du PIB a été modifiée pour neutraliser les effets à court terme de la conjoncture mondiale sur notre économie (en particulier celle des taux d'intérêt),
- La hausse du périmètre de PIB introduite par les directives européennes a été intégrée.

Enfin, ces prévisions supposent l'invariance de l'environnement international actuellement très favorable. Un retour aux conditions précédentes (prix du pétrole et taux d'intérêt) conduirait rapidement à une baisse de 7% du PIB.

Année après année, un effort de réduction de la dette ne manquerait pas de réduire non seulement le PIB, mais aussi la croissance, c'est-à-dire enfoncer l'économie française dans une récession de plus en plus grave.

Conclusion :

Il ne faut pas nier que les perspectives d'évolution à long terme de l'économie française ne sont pas bonnes bien que notre pays ait des atouts et que nous disposons d'outils théoriques permettant de concevoir puis valider une politique économique ambitieuse.

Depuis le début des années 90, Maurice Allais n'a pas cessé d'alerter l'opinion sur les erreurs commises dans la construction européenne. Vingt cinq ans plus tard, il faut reconnaître que ses critiques étaient justifiées.

La plupart des européens, et en particulier des français, ne savent pas identifier les causes de la crise européenne. Toutefois, ils comprennent que l'Europe n'a pas tenu ses promesses. Bien loin

des théories économiques, « l'évidence empirique » chère à Maurice Allais leur prouve qu'il faut changer de méthode. Une véritable reprise de notre économie ne sera possible qu'en adoptant une politique économique radicalement nouvelle. La poursuite de la politique économique actuelle ne peut conduire qu'à un déclin de plus en plus rapide de notre économie, entrecoupé de rémissions artificielles liées à des mesures conjoncturelles associées aux échéances électorales.

La science économique montre qu'un redressement est possible mais que l'effet des mesures courageuses à prendre ne sera visible qu'après un délai de cinq à dix ans. Est-ce compatible avec le fonctionnement de notre démocratie ?

La condition préalable à un redressement de notre économie est que nous puissions à nouveau utiliser les outils dont la construction européenne nous a privés : une monnaie indépendante, le contrôle de la création monétaire, la possibilité d'actions sectorielles par des cotas d'importation et la fixation de droits de douane...

Sans un changement radical de politique économique, il ne pourra y avoir aucune reprise durable.

Pierre FUERXER
Membre de l'AIRAMA.